

A5 : Pour une stratégie de lutte contre la pandémie résolument anticapitaliste du PS Suisse

Proposition à l'attention de l'assemblée annuelle de la JS Suisse du 19 février 2022 à Berne (BE)

Dépositaires : Chiara Bono (JUSO Stadt Zürich), Timothy Oesch (JUSO Zürich Unterland), Luca Dahinden (JUSO Stadt Zürich), Mirjam Hostetmann (JUSO Obwalden), Wanda Siegfried (JUSO Stadt Zürich), Laura Fischer (JUSO Zürich Unterland), Daria Vogrin (JUSO Bilingue), Anna Miotto (JUSO Wil-Toggenburg), Timo Räbsamen (JUSO Wil-Toggenburg), David Sommer (JUSO Aargau), Stefan Bucher (JUSO Luzern), Fernando Frauenfelder (JUSO Stadt Zürich), Mario Huber (JUSO Luzern), Jana Kürzi (JUSO Zug), Léon Schulthess (JUSO Luzern), Jakub Walczak (JUSO Stadt Bern), Manuel Kunz (JUSO Züri-Oberland), Mohamed Abdirahim (JUSO Stadt Bern), Pia Voss (JUSO Winterthur), Vinz Binggeli (JUSO JS Bilingue), Sofia Rohrer (JUSO Stadt Zürich), Silvan Häseli (JUSO Basel Stadt), Jonas Kampus (JUSO Zürcher Oberland), Jan Suter (JUSO Stadt Zürich), Noé Lüthold (JUSO Aargau), Vanessa Bieri (JUSO Thun - Berner Oberland), Debora Grasso (JUSO Bilingue), Raphaël Portmann (JUSO Stadt Zürich), Jony Daum (JUSO Zürcher Oberland), Anaïs Dolder (JUSO Zürcher Oberland), Alina Wiesendanger (JUSO Stadt Zürich), Amélie Krause (JUSO Zug), Carla Müller (JUSO Stadt Bern), Marcel Steinmann (JUSO JS Bilingue), Kilian Teubner (JUSO Obwalden), Dario Bellwald (JUSO Obwalden), Larissa Küng (JUSO Obwalden), Gian Lusti (JUSO Zürcher Oberland), Joëlle Jäger (JUSO Stadt Zürich), Xaver Bolliger (JUSO Baselland), Anna Maria Mathis (JUSO Obwalden), Mario Huber (JUSO Luzern), Chiara Gisler (JUSO Uri), Flurina Näf (JUSO Luzern), Severin Stierli (JUSO Aargau), Jakob Schwarz (JUSO Zürich Stadt)

Depuis le début de la pandémie, la Suisse a suivi une des stratégies de lutte contre la pandémie les plus laxistes de toute l'Europe occidentale. Pendant deux ans, la Suisse a été le dernier pays à se soumettre au lockdown et le premier à l'assouplir. Les mesures se limitaient en grande partie à la vie privée, tandis que la grande partie de la population était contrainte de se rendre quotidiennement au travail dans des transports publics bondés et de s'y exposer au risque de contamination - sans parler des conditions précaires dans les professions de soins et autres prestations de service importantes pour la société. Tout cela pour que les dégâts économiques, c'est-à-dire les dégâts sur les bénéficiaires du 1%, soient les plus bas possibles. Avec les évolutions plus légères dues à Omicron et la lassitude générale face à la pandémie, le mot d'ordre depuis décembre est donc la contamination. Les conséquences de cette stratégie ne sont pas seulement de nouveaux décès évitables, mais aussi de nombreuses autres personnes atteintes du syndrome du Covid Long. Le fait que la science ne dispose pas encore de connaissances claires sur Omicron et Covid Long n'a aucune importance pour le Conseil fédéral. Le scandale est que le chef de l'OFSP, Alain Berset, est membre du PS.

Il se peut que Berset soit soumis au principe de collégialité et doive soutenir les décisions majoritaires du Conseil fédéral bourgeois, mais le PS n'a pas à se plier à cette contrainte. La mission politique du PS - qu'il s'est, notons-le, lui-même donnée - est de défendre la population qui travaille, les 99%. Pourtant, depuis deux ans déjà, le PS se garde de critiquer

le Conseil fédéral et sa politique désastreuse en matière de pandémie. Non seulement cela, mais la ligne politique du PS s'est même déplacée au cours de la pandémie de plus en plus en direction du Conseil fédéral bourgeois, s'éloignant ainsi de plus en plus des véritables positions du PS. Le PS se rend ainsi coresponsable du fait que des milliers de personnes doivent sacrifier leur vie pour le profit du 1%.

Nous savons que le comité directeur de la JS Suisse s'est engagé au sein du PS Suisse et vis-à-vis de la direction du PS pour une politique de pandémie socialiste. Nous savons également que le CD souhaite mettre l'accent sur la ligne de conflit "travailleur·ses vs. capital" plutôt que sur une confrontation avec le PS. Au plus tard après les développements des dernières semaines, il devrait être clair que la direction du PS n'est pas prête à changer de cap en raison de discussions internes.

Par conséquent, le moment est venu pour la JS Suisse de se positionner clairement contre le PS et sa démarche. Il ne s'agit en aucun cas de générer un intérêt purement médiatique. Nous considérons qu'il est du devoir de la JS Suisse de toujours s'engager pour les 99% - y compris ceux qui sont particulièrement menacés par la pandémie. Le PS n'est pas en dehors du conflit entre le travail et le capital, mais se positionne du côté des 1% en soutenant la stratégie de lutte contre la pandémie.

Nous comprenons que certains assouplissements soient justifiés au vu de l'évolution moins grave de l'omicron. Cependant, la JS Suisse ne peut et ne doit pas rester silencieuse lorsque le PS applaudit le Conseil fédéral, dont les assouplissements sont clairement motivés par la politique économique et se font à un rythme négligent. Si la JS ne s'exprime pas publiquement et directement contre ce cours hostile à l'être humain, elle perd sa crédibilité en tant que parti socialiste. Si le PS doit se déplacer vers la gauche, comme la JS le revendique régulièrement de manière préminente, nous devons également avoir le courage d'affronter ces conflits. Sinon, ces exigences ne sont que des paroles en l'air.

Concrètement, nous posons les exigences suivantes au comité directeur de la JS Suisse :

- Le CD de la JS Suisse critique publiquement la décision du PS de soutenir la stratégie du Conseil fédéral en matière de pandémie et critique ses éloges du Conseil fédéral et de sa politique en matière de pandémie.
- La JS fait des propositions concrètes d'amélioration de la politique du PS en matière de pandémie.
- Le CD de la JS Suisse critique publiquement le conseiller fédéral Berset et sa politique de pandémie pour le 1%.
- Lors de l'AD de novembre, le CD de la JS Suisse rend compte à la base de la manière dont la proposition a été mise en œuvre.

Recommandation du Comité directeur : accepter.